

TAHALIL JOUSSOUR

PRESENTATION	DANS CE NUMÉRO :														
<p>La Tunisie est entrée avec la révolution dans une transition politique et vit de ce fait et sans conteste une période charnière de son existence. Elle n'est pas la seule nation à vivre une telle expérience dont on sait qu'elle est à la fois une période de grande fragilité mais aussi de nombreux espoirs.</p> <p>Ces expériences passées nous apprennent qu'une transition bien gérée peut conduire à un bond qualitatif à tous les niveaux (économique, social et culturel) mais qu'au contraire une transition mal gérée peut conduire au désespoir de l'opinion publique pouvant alimenter une dérive populiste ou provoquer un retour à l'autoritarisme.</p> <p>La Tunisie traverse cependant une période de flottement dangereux qui perdure. Elle ne progresse pas assez par rapport à ses ambitions et son potentiel.</p> <p>Le pays n'arrive toujours pas à s'affranchir des anciens modèles que ce soit sur le plan économique et social</p>	<p>ou sur le plan politique et de la gouvernance.</p> <p>Ce blocage creuse la fracture sociale et exaspère l'existence absurde et révoltante de deux Tunisie.</p> <p>Par ailleurs, le pays demeure confronté à deux défis stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Briser la dynamique de la corruption qui gagne du terrain et gangrène l'ensemble du système; - Mettre en place une approche nationale pour faire face aux bouleversements stratégiques de la donne géopolitique. <p>Des choix politiques s'imposent. Les politiques tardent à l'assumer, les dangers guettent le pays, l'impatience et la déception gagnent du terrain et le temps commence à jouer contre nous.</p> <p>Joussour contribuera par une lecture des faits saillants sous l'angle de ce diagnostic à détecter les failles et mettre en relief les avancées qui poussent vers le déblocage de la</p>														
	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding: 2px;">PRESENTATION</td> <td style="text-align: right; padding: 2px;">P. 1</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;">L'urgence du passage du consensus politique à la contractualisation</td> <td style="text-align: right; padding: 2px;">P. 1</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;">Les indicateurs négatifs s'aggravent du fait de la persistance du statu -quo</td> <td style="text-align: right; padding: 2px;">P. 2</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;">L'accumulation des dangers pour le pays et pour l'État</td> <td style="text-align: right; padding: 2px;">P. 2</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;">La désillusion tourne au désespoir en raison de l'immobilisme qui ouvre la voie à la désagrégation</td> <td style="text-align: right; padding: 2px;">P. 3</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;">Les élections de 2019 représentent-elles un horizon pour sortir de la crise?</td> <td style="text-align: right; padding: 2px;">P. 3</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;">L'urgence de rompre la dynamique négative et de créer une dynamique positive</td> <td style="text-align: right; padding: 2px;">P. 4</td> </tr> </table>	PRESENTATION	P. 1	L'urgence du passage du consensus politique à la contractualisation	P. 1	Les indicateurs négatifs s'aggravent du fait de la persistance du statu -quo	P. 2	L'accumulation des dangers pour le pays et pour l'État	P. 2	La désillusion tourne au désespoir en raison de l'immobilisme qui ouvre la voie à la désagrégation	P. 3	Les élections de 2019 représentent-elles un horizon pour sortir de la crise?	P. 3	L'urgence de rompre la dynamique négative et de créer une dynamique positive	P. 4
PRESENTATION	P. 1														
L'urgence du passage du consensus politique à la contractualisation	P. 1														
Les indicateurs négatifs s'aggravent du fait de la persistance du statu -quo	P. 2														
L'accumulation des dangers pour le pays et pour l'État	P. 2														
La désillusion tourne au désespoir en raison de l'immobilisme qui ouvre la voie à la désagrégation	P. 3														
Les élections de 2019 représentent-elles un horizon pour sortir de la crise?	P. 3														
L'urgence de rompre la dynamique négative et de créer une dynamique positive	P. 4														

L'urgence du passage du consensus politique à la contractualisation économique et sociale

Tous les indicateurs confirment que le pays s'est engagé dans une dangereuse dynamique négative qui risque d'échapper à tout contrôle.

La persistance du statu quo avec ce qu'il dégage comme indicateurs négatifs ne fait qu'accumuler les dangers sur le pays et sur l'Etat, menaçant de conduire à un désespoir en raison de l'immobilisme qui ouvre la voie à la désagrégation sociale.

1) Les indicateurs négatifs s'aggravent du fait de la persistance du statu -quo

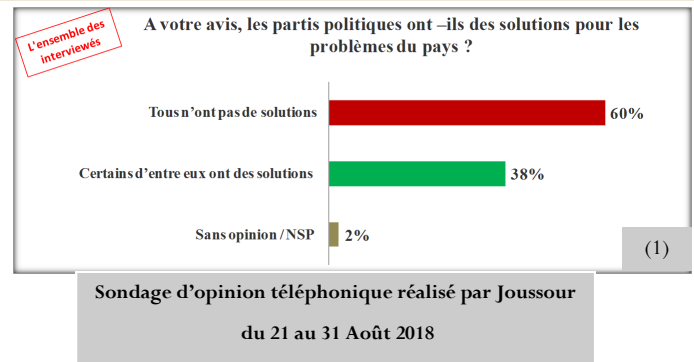
Il existe de fortes impressions que les choses ne progressent pas et ce dans tous les domaines politiques, économiques et sociaux et que le pays est dans un état de blocage dangereux.

Le spectre d'une « faillite » de l'Etat plane sur l'ensemble de la situation économique et sociale et ceci augmente la confusion et limite le choix des décideurs. Tout cela résulte des pressions croissantes sur les finances publiques, de la difficulté de mobiliser des ressources financières et d'une gouvernance des grands dossiers qui laisse à désirer (Phosphate, caisses sociales, système de subventions, entreprises publiques,...)

Par ailleurs, les partis politiques et les organisations continuent à se cloîtrer dans leurs équations internes et sectorielles et dans la logique de défense de leurs acquis au mépris de la nécessaire prise en considération de l'équation nationale qui elle, répondrait aux exigences de la transition et se soumettrait aux fondamentaux communs du pays.

De même, les tiraillements partisans et intra-partisans continuent de se répercuter fortement sur la prestation gouvernementale creusant encore plus le fossé séparant d'un côté l'État et ses divers niveaux centraux et locaux et les politiciens en général, et, de l'autre côté les citoyens ordinaires dont la majorité semble avoir perdu confiance dans la capacité des partis à élaborer des solutions et à faire face au blocage du pays (1).

Ce sentiment est amplifié par la tension que vit la relation entre les institutions constitutionnelles notamment exécutives et du même coup les capacités de ces dernières à améliorer la situation ce qui ne peut qu'approfondir la crise et sa perception par le public(2).



2) L'accumulation des dangers pour le pays et pour l'État

L'accumulation des indicateurs négatifs sus-cités débouche sur des dangers importants et graves pour l'Etat et pour le pays notamment:

La dégradation de la légitimité de l'Etat et son image interne et à l'international ce qui amplifie la défiance à l'égard de ses institutions et risque de saper les fondements de son existence et de sa légitimité et met en péril sa pérennité.

La menace sur la souveraineté nationale en affaiblissant la capacité du pays à négocier avec les parties étrangères et en

l'entraînant vers des alignements sur des agendas étrangers qui pourraient être préjudiciables à nos intérêts.

La menace sur l'expérience de transition et l'appel à d'anciennes solutions qui envisagent l'alternative dans des options non démocratiques ce qui enflammera la situation plus que jamais car elles ne s'attaquent toujours pas aux vraies causes des problèmes. En outre elles seront coûteuses au pays sur les plans politiques économiques et sécuritaires étant par nature liberticides et privatives de droits.

3) La désillusion tourne au désespoir en raison de l'immobilisme qui ouvre la voie à la désagrégation sociale.

L'intensification de ces dangers, du fait de leur accumulation et de leur fréquence, menace dangereusement l'évolution de l'humeur populaire de la désillusion à l'assombrissement des horizons et préparant le terrain à un état général de désespoir qui ouvre la voie à une possible désagrégation sociale.

En effet l'absence de réalisations et la mauvaise prestation des politiques entraînent la perte d'espoir dans le changement de la situation.

Et avec le temps, cela se transforme en un état de désespoir qui en s'ancrant devient un facteur inhibant de toute

progression ou réforme car il affaiblit chez les citoyens et les groupes le sens du sacrifice pour le développement du pays.

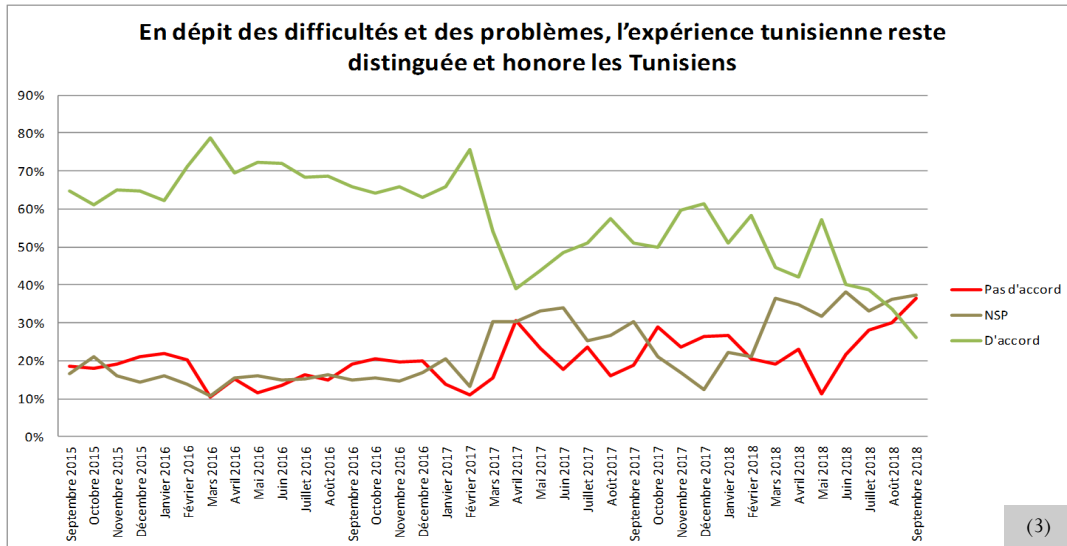
Ce risque est amplifié lors de la phase de transition en cours, caractérisée par nature par la fragilité et l'exposition à des glissements aigus.

Le suivi des tendances de l'opinion publique à travers les sondages que nous avons effectués au cours de plus de trois années montre que les politiques ont dilapidé au cours de cette période une bonne partie du capital populaire en faveur de la transition consistant dans cette fierté vis-à-vis de notre expérience nationale.

L'érosion alarmante et accélérée de ce capital tout au long de cette période devrait constituer un véritable avertissement à tous les acteurs de la chose publique(3).

Si cette tendance négative n'était pas inversée il ne fait aucun doute que la voie serait grande ouverte devant toutes les pulsions primaires en alternative à un projet national au service de tous.

Et c'est alors que surgiraient progressivement les pulsions individualistes, régionalistes, sectorielles et autres faisant planer le risque de la désintégration sociale propice à toutes sortes d'interférences sécuritaires, politiques et autres et renforçant également les voix appelant au retour à l'autoritarisme sous le prétexte de l'incapacité de la démocratie à assurer des réalisations concrètes sur les plans économiques et sociaux.



4) Les élections de 2019 représentent-elles un horizon pour sortir de la crise?

Les politiques misent sur les prochaines élections de 2019. Ils tissent des alliances et annoncent des promesses de sortie de crise pour le pays une fois les élections gagnées.

En fait le pays est déjà entré dans le tunnel électoral ce qui a contribué à rendre plus complexe la situation actuelle du pays mais également son traitement après les élections.

Il est paradoxal de voir cet empressement des politiques à entrer dans le tunnel électoral alors que tous les partis politiques au pouvoir ou dans l'opposition semblent incapables de produire et de proposer de véritables visions pour le pays, des projets et des programmes porteurs de solutions innovantes à même de rassurer sur un changement de la situation du pays après les prochaines élections.

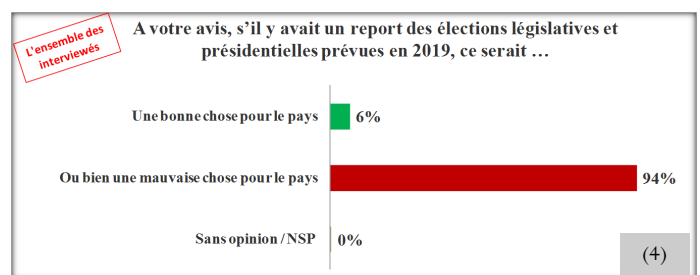
Ceci nous pousse à poser les deux questions capitales suivantes :

*Les défis du pays -qui ne font que se compliquer-peuvent-ils encore attendre jusqu'après les élections pour être traités ?

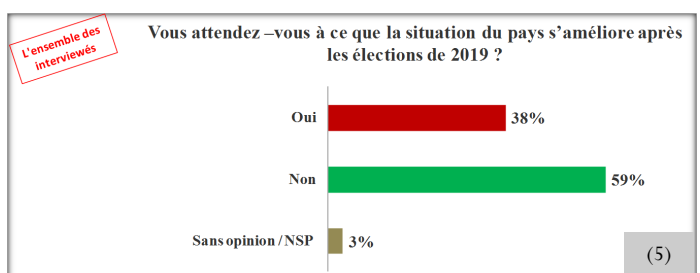
*Les élections de 2019 pourraient-elles apporter des changements réels au niveau des programmes et au niveau de la gouvernance de la chose publique à même de répondre aux besoins du pays et en harmonie avec les exigences constitutionnelles et avec les sacrifices du peuple ?

Nos derniers sondages font apparaître un attachement de la majorité de l'opinion publique à la tenue des élections générales dans les délais (4). Cependant ses attentes restent limitées quant à un changement qualitatif ou à des progrès au niveau de la capacité de réalisation et d'amélioration de la

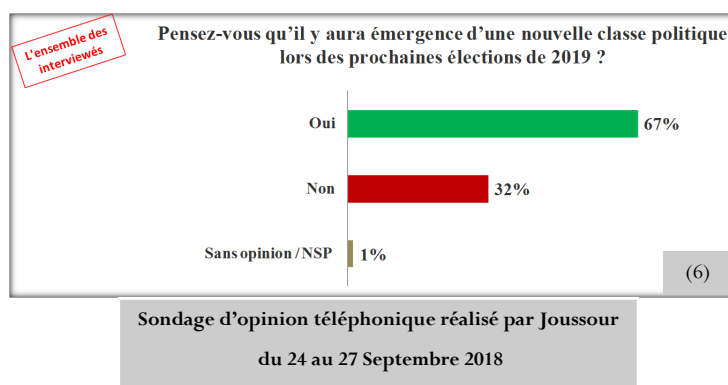
situation du pays (5). L'intérêt de ces élections se limiterait donc à offrir l'opportunité de voir émerger de nouveaux hommes et femmes politiques qui contribueraient au renouvellement d'une classe politique dont l'opinion publique dans sa grande majorité n'attend plus rien pour laisser la place à une nouvelle élite qui serait plus capable de faire des réalisations (6).



Sondage d'opinion téléphonique réalisé par Joussour
du 24 au 27 Septembre 2018



Sondage d'opinion téléphonique réalisé par Joussour
du 24 au 27 Septembre 2018



L'urgence de rompre la dynamique négative et de créer une dynamique positive

1) Créer une dynamique positive nécessite de quitter la logique du consensus politique pour la construction de contrats économiques et sociaux

L'urgence de la situation économique et sociale du pays et sa disposition certaine à plus de complication et de pourrissement ne peut autoriser un report de son traitement jusqu'après les prochaines élections (soit plus d'une année) surtout en l'absence de signes sérieux de l'élaboration d'alternatives et d'offres économiques et sociales innovantes qui seraient dégagées par les urnes.

Le consensus a sûrement contribué à calmer l'atmosphère politique, mais il est resté peu efficace en termes de questions économiques et sociales. De plus il a été incapable de se transformer en un consensus plus large tant au niveau du contenu que de l'ingénierie.

2) Effondrement de l'ancien système de contrats socio-économiques au niveau de l'approche et de la gouvernance et impossibilité de le rétablir

L'actuel système de contrats dans le champ socio-économique est un ancien système de contrats qui a été imposé par l'Etat pour réguler les relations entre les divers acteurs et maîtriser les équilibres entre eux.

Il s'est appuyé sur une approche économique rentière qui a empêché la réalisation d'une croissance durable et équitable et qui a été de ce fait l'une des principales causes de la révolution.

La révolution a entraîné l'effondrement de l'ancien système de contrats tant au niveau de l'approche qu'au niveau de la gouvernance, créant ainsi une situation de perturbation et d'ambiguïté qui n'est pas propice à une accélération de la croissance. En outre toutes les tentatives faites par les gouvernements successifs depuis 2011 pour le rétablissement de l'ancien système de contrats ont été vouées à l'échec.

3) L'urgence de reconstruire de nouveaux contrats dans les domaines économique et social

L'établissement de nouveaux contrats dans le champ socio-économique nécessite des échanges, des consensus et des partenariats entre les principaux acteurs, y compris l'Etat, qui a perdu son rôle historique d'acteur unique dans le champ socio-économique.

Il nécessite également un nouvel engineering politique et une gouvernance participative qui rompt avec la démarche classique basée sur le recours excessif à l'autorité de l'Etat dans le pilotage des politiques économiques et sociales.

La nouvelle gouvernance exige une redistribution des rôles entre les divers acteurs garantissant leur participation à la prise de décision conformément aux orientations

constitutionnelles qui doivent être rétablies dans leur rôle incontournable de cadre d'interaction entre les acteurs.

Ceci passe nécessairement par une nouvelle redéfinition des champs qui fixe les lignes de contact et précise les zones d'interférence entre eux.

L'établissement de nouveaux contrats nécessite également que chaque partie rompe son propre cercle vicieux qui la confine dans ses équations internes et reformule ses approches sur la base des grandes équations nationales afin de faciliter les échanges entre elles et permettre le progrès du pays.